



Empreinte territoriale

PROGRAMME D'APPUI AU G5 POUR LA SÉCURITÉ AU SAHEL (PAGS) PHASE II

Depuis sa création en 2014, le G5 Sahel est devenu un acteur clé dans la région du Sahel notamment dans le domaine de la sécurité et du développement. Très tôt, l'Union européenne s'est engagée à soutenir ce nouvel acteur dans son entreprise de coopération régionale, ayant vocation à renforcer la sécurité de ces cinq Etats membres, le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad.

En août 2016, l'appui de l'Union européenne se concrétise davantage avec la mise en place de la phase 1 du Programme d'Appui au G5 pour la Sécurité au Sahel, financé à hauteur de 7 millions d'euros par le Fonds Fiduciaire d'Urgence de l'UE. Cet appui s'est matérialisé par la mise à disposition d'expertise au profit du Secrétariat Permanent (aujourd'hui renommé Secrétariat Exécutif), du Collège Sahélien de Sécurité (CSS) et de la Présidence du G5 Sahel.

Durant sa première phase, le programme a concentré ses efforts sur les axes suivants.

1. Le renforcement des capacités du Secrétariat Permanent du G5 Sahel pour permettre une meilleure coopération de ses Etats membres dans le domaine de la sécurité et en particulier dans la gestion intégrée des frontières et des migrations
2. L'accompagnement le Secrétariat Permanent à la réforme du CSS pour renforcer les capacités de ses Etats membres dans le domaine de la sécurité contre les principales menaces pour la région et le soutenir dans la conception d'une suite pérenne au CSS, pour donner suite à la décision de transférer le CSS sous la tutelle du Secrétariat permanent et de l'établir au Collège du Maintien de la Paix de Bamako
3. L'appui à la Présidence tournante de la Conférence des chefs d'Etats du G5 dans l'exercice de ses fonctions et en particulier dans ses capacités de coopération et coordination avec les organes du G5 Shale et les principaux partenaires internationaux



PERSONNE EN CHARGE DU
PROJET

GONZALEZ DE GREGORIO
Soledad

STATUT DU PROJET

En cours

TYPE DE FINANCEMENT

Union Européenne

TYPE DE CONTRAT

Prestation de service

Contexte

La reconnaissance des résultats obtenus par le PAGS I, et le souhait que l'appui de l'UE au G5 se prolonge (relevés de conclusions du comité de défense et de sécurité du G5 SAHEL 28 janvier 2019, procès-verbaux des conseils d'administration du CSS et du 2ème comité de pilotage du projet tenu le 13 février 2019 à Nouakchott) sont l'origine de la seconde phase du PAGS.

Celle-ci accompagne avec flexibilité la montée en puissance du G5 et de ses institutions en réponse à l'évolution de la situation politique et à l'émergence de nouveaux besoins. Il cible plus précisément le Département Défense et Sécurité (DDS), notamment en matière de sécurité et de migrations. Une assistance est également apportée aux experts chargés de la Gouvernance et des Infrastructures et l'appui aux structures de formation est prolongé.

Toujours financé par le Fonds Fiduciaire d'Urgence de l'UE (9 798 500 €), le projet débute le 18 novembre 2019 pour une durée de 48 mois.

L'année 2022 a été une période de crise pour le G5 Sahel traduite par le retrait du Mali et la fin du CSS. L'année 2023 (dernière année du PAGS) est celle d'une période de relance du G5 Sahel à quatre Etats membres s'appuyant sur de nouvelles orientations du Sommet extraordinaire des chefs d'Etat de février 2023 et du Conseil des ministres du 20 mars. Pour sa dernière année de projet, le PAGS concentrera ses appuis au renforcement institutionnel du G5 Sahel et sa redynamisation. Cet appui institutionnel vise à ce que l'organisation puisse être en capacité de :

- définir les priorités d'intervention du G5 Sahel et de les formuler clairement ;
- engager une réflexion profonde sur son évolution en tenant compte des facteurs internes et externes et du contexte ;
- réorganiser le pilotage, la cohérence et l'articulation des interventions des différents partenaires du Sahel

En second lieu, le PAGS renforcera son appui aux capacités techniques de la structure et de ses démembrements. Dans ce sens, l'appui aux CNC et la coordination et la communication entre le SE et ses démembrements est un axe majeur. A cela s'ajoute l'accompagnement à la consolidation de certains outils majeurs comme la PCMS et le Collège de défense du G5 Sahel, qui demeurent utiles tout comme l'accompagnement technique au développement des capacités des acteurs du G5 Sahel avec des outils de travail pertinents.

Objectifs du projet

L'objectif général de la phase 2 du PAGS est de contribuer à renforcer la sécurité des cinq Etats membres du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad), d'identifier les défis communs auxquels ils doivent faire face et les moyens d'y répondre dans une optique de coopération régionale.

Pour atteindre cet objectif, les ressources seront mobilisées afin de :

1. Renforcer les capacités du Secrétariat Exécutif du G5 Sahel en matière de défense et de sécurité, ainsi que des structures de formation des cadres qui lui sont rattachées, en synergie avec la Cellule de Conseil et de Coordination Régionale (CCCR/RACC) en charge du conseil stratégique de l'UE dans ces domaines ;
2. Soutenir le Secrétariat Exécutif dans son action en matière de développement et de gouvernance et renforcer son fonctionnement interne ;
3. Renforcer les capacités de coopération et de coordination entre le Secrétariat Exécutif et les Comités Nationaux de Coordination (CNC).

Equipe

Le G5 Sahel étant une organisation intergouvernementale et le PAGS ayant l'objectif de lui fournir un appui ciblé et flexible, des experts principaux sont mobilisés pour accompagner les différents services et émanations qui contribuent activement à son fonctionnement.

Un coordinateur de projet, en poste à Nouakchott, veille à la bonne coordination technique du projet et s'assure des synergies entre ses différentes composantes.

Un expert en appui à la Présidence tournante accompagne à tour de rôle les Etats auxquels incombent la responsabilité de présider le G5 pendant une année. Il se tient à disposition du G5 pour contribuer à la rédaction et mise en œuvre des feuilles différentes présidences G5.

Un expert Sécurité, basé à Nouakchott auprès du Département de Défense et Sécurité, contribue à la mise en place d'activités formulées par ledit département en coopération avec les différents partenaires internationaux.

Enfin, un expert était mobilisé à Bamako pour appuyer le CSS dans l'organisation de formations au profit de personnels FSI dans tous les Etats du G5. Ce poste a pris fin en 2022 en raison du retrait du Mali du G5 Sahel, ce qui a entraîné la fermeture du CSS.

Principales activités

Des appuis à la mise en œuvre de la feuille de route de la Présidence :

- Etude de faisabilité sur la mise en place de la police de proximité afin de concourir au renforcement de la présence de l'Etat dans les zones sensibles du G5 Sahel.
- Etude de faisabilité d'une démarche d'inclusion financière au profit des Jeunes du G5 Sahel.
- Mobilisation d'expertise sur l'organisation de la 4ème conférence FDS / populations.
- Elaboration du Plan stratégique 2021-2025 de la Coordination régionale des CNJ (Jeunesse).
- Appui à la communication stratégique de la Présidence en exercice.

Des appuis à la mise en œuvre des priorités du G5 Sahel :

- Mise en place d'un logiciel pour la cartographie des frontières.
- Etude sur la mise en place de CCPD (centres de coopération police douanes).
- Mise en place d'un système de gestion et d'optimisation des contributions des Etats membres
- Mécanisme d'opérationnalisation pour l'ouverture de l'espace aérien.
- Elaboration d'un plan régional de riposte au COVID.
- Construction du dossier de l'Académie Régionale de la Paix et recherche de financements.
- Appui à la rédaction du Cadre d'Action Prioritaire du G5 Sahel (CAPI)
- Elaboration du nouveau programme d'investissement prioritaire du G5 Sahel (PIP)
- Appui à la révision de la Stratégie Développement et Sécurité du G5 Sahel (SDS)
- Elaboration d'une Stratégie frontières
- Contribution à la modification du règlement du CSS.

- Construction du processus de remontée des bonnes pratiques en matière de prévention de la radicalisation.
- Elaboration de TDRs d'études de faisabilité concernant 7 projets du Fuseau Est.
- Etude sur la place des femmes dans les forces de sécurité du G5 Sahel

Des activités de renforcement capacitaire :

- Organisation de formations du CSS
- Organisation de formations du Collège de défense du G5 Sahel (CDG5)
- Formations au profit des Comités nationaux de coordination et de la Cellrad

Des appuis au fonctionnement de la structure G5 Sahel :

- Appui en expertise (4 experts principaux)
- Mise à disposition de personnel au sein des structures du G5 Sahel
- Appui financier (financement de missions du personnel G5, séminaires, conférences)
- Appui matériel (achat d'équipement au profit du DDS et de la Présidence tournante)
- Communication/Visibilité (appui à l'organisation de la Journée du G5 Sahel)

Partenaires:

Le projet est mis en œuvre par un consortium d'opérateurs étatiques composé la GIZ, de la FIIAPP et mené par CIVIPOL.

Le projet en chiffres



10 M€

BUDGET APPROXIMATIF



5 pays

MAURITANIE, MALI, NIGER, BURKINA FASO, TCHAD

Chronologie

 **Novembre 2019**



Début du projet

12 Juillet 2021

Extension de la durée du projet jusqu'à novembre 2023

15 Mai 2022

Mali annonce son retrait du G5 Sahel

22 Juin 2022

Evaluation à mi-parcours du projet

31 Mars 2024

Fin du projet